GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – MOTION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	07.12.2020	13h45	21.101	PRÉSIDENCE
Annule et remplace				

Auteur(s) : Damien Humbert-Droz	Lié à (facultatif) : ad
---------------------------------	----------------------------

Titre : Trop de scrutins tuent les scrutins !

Contenu :

Constatant que la mobilisation du corps électoral diminue au fil des scrutins, ne serait-il pas temps de considérer que la multiplication des dates retenues pour les élections et votations, communales, cantonales et fédérales, nuit à notre sacro-sainte démocratie helvétique ? Plus particulièrement, les objets communaux et cantonaux ne bénéficieraient-ils pas de la coïncidence avec des scrutins fédéraux ? C'est pourquoi, malgré un risque (qui devrait être considéré comme plus faible qu'autrefois avec l'aide de l'outil informatique, quoique !) de surcharge lors du ou des dépouillements, nous demandons que, dans la mesure du possible, seules les dates proposées par la Chancellerie fédérale soient retenues pour l'ensemble des objets à soumettre au peuple neuchâtelois, ainsi que les échéances électorales.

Développement :

Cette année 2020 aura été particulière à plus d'un titre, les éléments de la vie démocratique n'ayant certainement pas été au centre des débats et des préoccupations des citoyennes et citoyens. Quoique ! Le report du scrutin fédéral prévu au printemps a donné lieu à une journée de votations très chargée en septembre. Puis, en terres neuchâteloises, les élections communales ont suivi à fin octobre, avant, finalement, le vote sur deux objets fédéraux le 29 novembre. Or, le constat qui peut être tiré de cet intense automne civique est clair : les objets fédéraux ont plus mobilisé que l'élection des édiles communaux, sauf dans quelques rares communes. Ce constat interpelle vivement et confirme globalement la tendance observable dans les statistiques des élections et votations, soit que les élections communales ou cantonales peinent à mobiliser le corps électoral. En résultent un certain manque de légitimité pour les autorités en place, d'une part, mais également une certaine frustration de ne pas réussir à mobiliser l'électeur pour le choix de ses représentants, d'autre part. La multiplicité des scrutins n'est certainement pas la seule cause de ce fort abstentionnisme, mais n'y est pas étrangère non plus. L'organisation administrative ne semble pas insurmontable, bien que nécessitant des ressources humaines et informatiques en adéquation. La crédibilité de nos autorités politiques mérite, *a priori*, bien cet effort !

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Damien Humbert-Droz

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Étienne Robert-Grandpierre	Stéphane Rosselet	Julien Spacio
Jérôme Bueche	Jean-Claude Guyot	Andreas Jurt
Marc-André Nardin	Hans Peter Gfeller	Océane Taillard
Bernard Schumacher	Lionel Rieder	Édith Aubron Marullaz
Sandra Menoud	Michel Robyr	Christophe Schwarb
Nicolas Ruedin	Bastian Droz	Quentin Di Meo
Jean Fehlbaum	Nicolas Bornand	Laurent Schmid
Philippe Haeberli	Christian Steiner	Jan Villat
Hermann Frick	Michel Zurbuchen	Jean-Frédéric de Montmollin
Fabio Bongiovanni		

Position du Conseil d'État :

Le Conseil d'État veille à la participation aux votations et élections en regroupant les scrutins qui peuvent l'être lors des échéances fédérales, dans la mesure où les circonstances politiques et les exigences légales le permettent. Ainsi, à l'exception des élections communales et cantonales, pour lesquelles la loi prévoit des échéances spécifiques, les autres scrutins sont fixés sur la base du calendrier fédéral. Par ailleurs, l'automne 2020 a été particulier, puisque c'est à la suite du report des élections communales que celles-ci se sont déroulées le 25 octobre passé. Le Conseil d'État s'oppose donc à cette motion superfétatoire et signale, par ailleurs, à son auteur que le regroupement des scrutins a déjà fait l'objet du rapport 13.006 « Pour une rationalisation des scrutins ».